

■***

NOTE BIO COM(79) 303 AUX BUREAUX NATIONAUX
CC. AUX MEMBRES DU GROUPE

■-----
REUNION DE LA COMMISSION DU 3 OCTOBRE 1979
■-----

AU COURS DE SA REUNION DE HIER, LA COMMISSION A TRAITE POUR
L'ESSENTIEL LES POINTS SUIVANTS :

1. PARLEMENT EUROPEEN

■-----
LA COMMISSION A EU UN LONG ECHANGE DE VUES SUR LE DEROULEMENT DE
LA DERNIERE SESSION DU PARLEMENT EUROPEEN.
LE VICE-PRESIDENT NATALI A SOULIGNE A CETTE OCCASION LA PARTICI-
PATION PERSONNELLE ET ACTIVE DES MEMBRES DE LA COMMISSION TANT
AUX DEBATS DU PARLEMENT QU AUX REUNIONS DES COMMISSIONS PARLEMEN-
TAIRES.

JE VOUS RAPPELLE A CE PROPOS, QUE LA SEANCE PUBLIQUE DE LA COM-
MISSION 'CONTROLE BUDGETAIRE' DU PARLEMENT EUROPEEN, QUI EXAMINE-
RA LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES ET LES REPONSES DE LA COM-
MISSION, SE TIENDRA CET APRES MIDI A PARTIR DE 15 H. DANS LES LO-
CAUX DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL, SALLE EUROPE.
JE VOUS SIGNALE QUE LES DEUX DOCUMENTS EN QUESTION, SERONT REN-
DUS PUBLICS A CETTE OCCASION.

2. GATT (M. LILLIS)

■-----
////

NNNN

MS/mh

GPP

B 1/24 2574

4.10.79

z

x

M. Santarelli

1. _____

EN OUTRE, DES PROGRES SIGNIFICATIFS ONT ETE OBTENUS POUR MIEUX ORGANISER LES ECHANGES AGRICOLES. LES CARACTERISTIQUES PROPRES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ONT ETE DUMENT PRISES EN CONSIDERATION ET ACCEPTEES PAR NOS PARTENAIRES COMMERCIAUX.

ENFIN, IL A ETE PROCEDE A UNE REVISION DE L'ACCORD GENERAL
LUI-MEME, DE MANIERE A AMELIORER LE CADRE INTERNATIONAL QUI
REGIT LE COMMERCE MONDIAL. LES BESOINS PARTICULIERS DES PAYS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ONT ETE PARTICULIEREMENT VISES DANS
CETTE REVISION.

~~M. LUYTEN A PARTICIPE A LA CONFERENCE DE PRESSE D'AUJOURD'HUI
ET A REPOUNDU AU QUESTIONS DES JOURNALISTES~~ ~~REDACTED~~
////

NNNN

■***

3. ESPAGNE CEE (CHEVALLARD)

■-----

LA COMMISSION A ADOPTÉ HIER UNE COMMUNICATION AU CONSEIL CONCERNANT LES NEGOCIATIONS D'ADHESION AVEC L'ESPAGNE DANS LE SECTEUR CEE.

DANS CETTE COMMUNICATION LA COMMISSION EXPOSE LES ORIENTATIONS A RETENIR PAR LA COMMUNAUTE AFIN DE DEFINIR AVEC L'ESPAGNE LES PROBLEMES A RESOUDRE AU COURS DES NEGOCIATIONS.

JE VOUS RAPPELLE QUE LA COMMISSION A DEJA SAISI LE CONSEIL DE DEUX COMMUNICATIONS SUR LA FISCALITE ET SUR L'UNION DOUANIERE POUR LES PRODUITS INDUSTRIELS (11 JUILLET 1979).

4. PROGRAMME PREVISIONNEL ACIER (W. HELIN)

■-----

LA PRODUCTION D'ACIER BRUT DANS LA COMMUNAUTE AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS DE 1979 DEVRAIT SE SITUER AUTOUR DE 35,6 MILLIONS DE TONNES, SOIT 8,8 0/0 DE PLUS QU'AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE DE 1978.

S'IL S'AGIT D'UN RECORD TRIMESTRIEL DEPUIS 1974, DERNIERE 'GRANDE ANNEE' D'ACTIVITE SIDERURGIQUE POUR LES NEUF, IL NE SIGNIFIE PAS POUR AUTANT LA FIN DES PROBLEMES POUR CE SECTEUR. C'EST CE QUI RESSORT DE LA LECTURE DU PROGRAMME PREVISIONNEL 'ACIER' POUR LE 4^{TRIMESTRE} 1979, QUE LA COMMISSION EUROPEENNE VIENT D'APPROUVER APRES L'AVIS - UNANIMEMENT - FAVORABLE -

EXPRIME LE 27.9.79 PAR LE COMITE CONSULTATIF CEE.

EN EFFET, ESTIME LA COMMISSION SI LES ENQUETES DE CONJONCTURE METTENT EN EVIDENCE UNE AMELIORATION DE LA SITUATION DANS LES SECTEURS TRADITIONNELLEMENT GRANDS CONSOMMATEURS D'ACIER (AUTOMOBILE, MECANIQUE ET BIENS D'INVESTISSEMENT EN GENERAL) L'ACTIVITE DANS CES SECTEURS RISQUE UN 'COUP DE FREIN' EN RAISON DES PROBLEMES D'APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE, QUI POURRAIENT SE POSER.

TEXTE PLUS EXHAUSTIF SUIVRA PAR COURRIER 'EXPRES' AVEC UN RAPPEL DE L'AVERTISSEMENT LANCE RECENTMENT PAR M. DAVIGNON A L'OCCASION D'UN DISCOURS SUR LA RESTRUCTURATION SIDERURGIQUE LE 13 SEPTEMBRE A AMSTERDAM.

5. AIDE EN FAVEUR DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE

■-----

LA COMMISSION A ADOPTÉ UNE PROPOSITION AU CONSEIL DES MINISTRES VISANT A REPARER LES DOMMAGES CAUSES PAR LES CYCLONES DAVID ET FREDERIC A L'AGRICULTURE DES DEPARTEMENTS FRANCAIS D'OUTRE-MER DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE.

LA PROPOSITION PREVOIT UNE AIDE DU FEOGA, SECTION ORIENTATION, D'ENVIRON 12 MILLIONS D'UC DESTINES A LA REMISE EN ETAT DES CULTURES DETRUITES NOTAMMENT DES BANANERAIES DONT L'ECONOMIE DE CES DEPARTEMENTS DEPEND LOURDEMENT, ET A LA REPARATION DES INSTALLATIONS D'IRRIGATION.

////
NNNN

6. AIDES FINANCIERES ET TECHNIQUES EN FAVEUR DES PVD NON ASSOCIES (H. FERRATON)

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL TRAITANT DES ORIENTATIONS DU PROGRAMME 1980 D'AIDE AUX PVD NON ASSOCIES. ELLE A ADOPTE EGALEMENT UN RAPPORT DE GESTION PORTANT SUR LES PROGRAMMES 1976, 1977, 1978.

JE VOUS RAPPELLE QUE, S'AGISSANT DE L'EXERCICE 1979, LE PROGRAMME DETAILLE (COMPORTANT LA LISTE DES PROJETS QUI BENEFICIERONT DE FINANCEMENTS COMMUNAUTAIRES) SERA ARRETE A L'OCCASION DE LA PROCHAINE REUNION DU CONSEIL DEVELOPPEMENT, LE 23 OCTOBRE.

A. EN PRESENTANT LES ORIENTATIONS POUR 1980 LA COMMISSION INSISTE TOUT D'ABORD SUR LA NECESSITE D'ACCROITRE SUBSTANTIELLEMENT L'AIDE AUX PVD NON ASSOCIES AU COURS DES PROCHAINES ANNEES. ELLE AVAIT PROPOSE EN CONSEQUENCE DE PREVOIR POUR 1980 UN CREDIT DE 140 MUCE (CONTRE 110 POUR 1979), MAIS CETTE AUGMENTATION A ETE REFUSEE PAR LE CONSEIL EN PREMIERE LECTURE BUDGETAIRE.

B. S'AGISSANT DE LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE L'AIDE, IL EST PROPOSE DE MAINTENIR, A TITRE INDICATIF, LA VENTILATION APPLIQUEE EN 79 : 73 0/0 POUR L'ASIE, 20 0/0 POUR L'AMERIQUE LATINE, 7 0/0 POUR LES PAYS NON ASSOCIES D'AFRIQUE, UNE RESERVE ETANT PREVUE PAR AILLEURS POUR LES PROJETS DE RECONSTRUCTION A LA SUITE DE CATASTROPHES (7 0/0) DANS CES TROIS REGIONS L'AIDE SERA DESTINEE ESSENTIELLEMENT AUX PAYS LES PLUS PAUVRES ET ACCESSOIREMENT A DES PAYS MOINS DEFAVORISES MAIS AU PROFIT DE REGIONS OU DE POPULATIONS PARTICULIEREMENT DESHERITEES.

AFIN D'EVITER UNE DISPERSION EXCESSIVE DES RESSOURCES, IL EST PROPOSE DE FAVORISER UNE CERTAINE CONCENTRATION DE L'AIDE, PAR EXEMPLE EN FINANÇANT DANS UN PAYS DONNE UN PROJET IMPORTANT, QUITTE A NE PAS ACCORDER D'AIDE A CE PAYS L'ANNEE SUIVANTE. COMME POUR LE PASSE LES PROJETS REGIONAUX SERONT ENCOURAGES MAIS FORCE EST DE CONSTATER QUE LA COOPERATION REGIONALE ENTRE PVD EST ENCORE LIMITEE ET QUE LES PROJETS VALABLES SONT DONC RARES.

C. QUANT AUX SECTEURS D'INTERVENTION, LA CONCENTRATION SE FERA COMME LES ANNEES PRECEDENTES SUR LE SECTEUR RURAL AU SENS LARGE, DANS LE BUT A LA FOIS DE TOUCHER LES POPULATIONS LES PLUS PAUVRES ET

////

433241

■ D'ACCROITRE L'■ APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS ALIMENTAIRES.

D. ENFIN LES PROJETS COFINANCES CONSERVERONT TOUTE LEUR IM-
■ PORTANCE, NOTAMMENT AVEC LA BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPE-
■ MENT ET LA BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT, MAIS
■ LA COMMISSION SOUHAITE RENFORCER■ LES COFINANCEMENTS AVEC
■ LES ETATS MEMBRES, DE TELLES ACTIONS AYANT ETE TROP PEU ■■■■■■
■ NOMBREUSES JUSQU'A PRESENT.

////

NNNN

326649

8. VISITE DU PRESIDENT JENKINS EN AUTRICHE

TROIS THEMES ONT DOMINE LES DISCUSSIONS DU PRESIDENT AVEC M. KREISKY, CHANCELLIER D'AUTRICHE, AINSI QU'AVEC D'AUTRES MEMBRES DU GOUVERNEMENT.

- TRANSPORTS : LE PRESIDENT A SOULIGNE L'INTERDEPENDANCE DES INTERETS ENTRE L'AUTRICHE ET LA COMMUNAUTE ET A RECONNU LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET LES PROBLEMES D'ENVIRONNEMENT QUE L'AUTRICHE A CAUSE DE SA SITUATION GEOGRAPHIQUE. LA COMMISSION VA FAIRE DES PROPOSITIONS DANS UN PROCHE AVENIR SUR L'ENSEMBLE DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS.

- AGRICULTURE : LE PRESIDENT N'A PAS PU ENVISAGER DE NOUVEAUX ARRANGEMENTS ALLANT AU-DELA DE L'ECHANGE DE LETTRES EXISTANT, MAIS A CONSTATE DES AMELIORATIONS DANS CERTAINS SECTEURS.

- APPROFONDISSEMENT DES RELATIONS EN VUE DE L'ELARGISSEMENT. LE PRESIDENT A PROPOSE DE POURSUIVRE LES RELATIONS D'UNE MANIERE FLEXIBLE ET PRAGMATIQUE EN SE CONCENTRANT SUR L'ELIMINATION DES ENTRAVES NON-DOUANIERES AU COMMERCE ET L'EXPLOITATION DE NOUVEAUX SECTEURS DE COOPERATION EVENTUELLE, COMME LES TRANSPORTS ET L'ENVIRONNEMENT.

9. VIANDE DE PORC (M. VAN DER PAS)

LA COMMISSION A DECIDE D'OUVRIR LA PROCEDURE D'INFRACTION PREVUE A L'ART. 169 DU TRAITE A L'ENCONTRE DE LA RFA. CE PAYS A FERME SA FRONTIERE POUR LES IMPORTATIONS DE VIANDE PORCINE FRAICHE EN PROVENANCE DES PAYS-BAS POUR DES RAISONS DE CONTROLE SANITAIRE (VOIR NOTE BIO(79) 301. INDEPENDAMMENT DE LA PROCEDURE 169, LE GOUVERNEMENT NEERLANDAIS A ANNONCE A LA COMMISSION AVOIR OUVERT LA PROCEDURE PREVUE A L'ART. 170 DU TRAITE. SELON CET ART. UN ETAT MEMBRE PEUT PROCEDER CONTRE UN AUTRE ETAT MEMBRE DEVANT LA COUR DE JUSTICE, APRES AVOIR SOUMIS L'AFFAIRE A LA COMMISSION. CELLE-CI DISPOSE DE TROIS MOIS POUR EMETTRE UN AVIS MOTIVE, APRES QUOI LES ETATS MEMBRES PEUVENT DEPOSER L'AFFAIRE DEVANT LA COUR.

AMITIES
MANUEL SANTARELLI
NNNN

NNNN